

Vous particulièrement le Président, Vous avez été soumis à une longue période de chômage, victime d'être un des hauts responsables du Parti. Moi même. A bout d'espoirs, BUYOYA et son Gouvernement ont essayé d'exploiter le plus maladroitement du monde la carte du tribalisme. Et pour essayer de convaincre l'opinion internationale et nationale, il a envoyé son Premier Ministre, Adrien SIROMANA, son Ministre de l'Intérieur, François NGEZER, le Président du Parti UPRONA, Nicolas MAYUGI et MUKASI Charles pour qui il finança un Journal destiné à diffamer le FRODEBU, tous des hutu, pour expliquer que leurs frères hutu du FRODEBU sont des extrémistes, qu'ils cherchaient à verser le sang des tutsi. J'ai dû prendre le courage en main, sillonner le pays, pour contrer cette campagne mensongère et diffamatoire initié par BUYOYA. Mais l'irréparable était déjà arrivé. L'extrémisme des tutsi de BURURI et MUGAMBA déjà fort enraciné s'était ravivé. L'armée avait déjà été intoxiqué jusqu'à la moelle et préparé psychologiquement pour un Coup d'Etat en cas de victoire du FRODEBU. Ce n'est pas un fait de hasard que le Directeur de Cabinet de BUYOYA, son Conseiller en matière de sécurité, et toute son ancienne garde soient impliqués dans le Coup d'Etat du 21 octobre 1993 qui a coûté la vie au Président NDADAYE. Je l'ai toujours dit, je le répète, c'est dommage que nos hommes politiques du FRODEBU n'expliquent pas à suffisance la lourde responsabilité morale de BUYOYA et de son Parti dans le événements qui ensanglantent le pays depuis le 21 octobre 1993.

L'opposition nous enfonce le couteau dans la plaie

Après l'assassinat de NDADAYE et de certains de ses proches collaborateurs, tous tutsis, ayant échappé de justesse, l'opposition monte au créneau pour faire aboutir le Coup d'Etat manqué. Les massacres inter-ethniques consécutifs à l'assassinat de NDADAYE sont un bon prétexte pour tenter d'effacer de la scène politique le FRODEBU. Des journaux créés pour la circonstance rivalisent de virulence pour inciter tous les tutsi et les hutu de l'UPRONA à une haine meurtrière contre le FRODEBU.

Dans les villes, les fonctionnaires et commerçants ont été évacués de leurs quartiers lors des opérations. Ils ont été accueillis avec un accueil bienveillant et complaisant de l'ordre. Dans tout le pays, il est établi maintenant que 83% des sorts sont des militants, hutu et tutsi du FRODEBU. Et pourtant, sur le nombre des arrestations jusqu'ici opérées par les autorités judiciaires, 7% seulement sont des tutsi et 93% des hutu du FRODEBU. Les auteurs des opérations de violence exigent et obtiennent des portefeuilles ministériels. L'opposition et l'UPRONA en tête qui a fomenté le Coup d'Etat et l'assassinat de NDANDAYE, exige avec des menaces le partage du pouvoir quand tout simplement elle ne demande pas la disqualification pure et simple du FRODEBU. De victime il devient l'accusé.

Face tout à cela, le FRODEBU semble avoir baissé les bras. Vous nous seriez Monsieur le Président être maintenant manipulé par l'opposition contre Votre Parti. Jusqu'à signer une déclaration tendancieuse avec vos tombeurs pour condamner injustement vos compagnons de lutte, dites-nous si vous avez peur. Nous allons vous relever et vous remplacer par quelqu'un qui n'a pas peur du risque, qui s'engage à mourir pour libérer le peuple. Ne voyez-vous pas que le but visé par l'opposition, une opposition de 9 partis incapables de réunir 300.000 personnes dans tout le pays, est de rejeter le multipartisme et partant le système électoral ? N'ayez pas peur des putschistes et des putschisants, le peuple est encore derrière vous. Moi-même je vous assure de mon soutien.

A propos de accords de KIGOME-KAJAGA

Vous avez essayé de convaincre vos militants que ces accords étaient la condition pour un paix juste et durable. Vous voyez vous-même actuellement ce que fait l'opposition. Elle se moque de vous même des fonctionnaires proches à écarter de leurs fonctions jusqu'à vouloir arrêter le fonctionnement de l'Assemblée Nationale qui est élu par le peuple.

Monsieur le Président, je suis humilié. Les accords de KIGALI-MANAGA n'ont rien de constitutionnel. Ils sont contre la volonté du peuple seul souverain. Ils violent la constitution. Chiffres à l'appui, nous pouvons vous démontrer, et le Journal L'ECLAIREUR l'a déjà fait, que l'opposition ne taille le part du lion dans beaucoup de postes dans l'administration et dans les sociétés para-étatiques et mixtes. C'est pourquoi, devant le peuple burundais et le monde entier, je dénonce ces accords et invite le peuple burundais à les boycotter autant que faire se peut. Le FRODEBU n'a jamais empêché aux tutsi d'en être responsables. Maintenant, les mêmes tutsi exigent du FRODEBU de gouverner suivant leur bon vouloir. Jusqu'à exiger que le Poste de Premier Ministre leur revienne. Le tutsi du FRODEBU, qui a souffert à cause du FRODEBU, ne peut même pas prétendre au poste de Premier Ministre! C'est l'humiliation Monsieur le Président! Et c'est inacceptable.

L'opposition doit dire clairement ce qu'elle cherche entre la PAIX ou la GUERRE. Et nous nous organiserons en conséquence. Le rapport de la Commission Internationale d'enquête vient de sortir. Les criminels sont maintenant connus. Ils doivent être arrêtés immédiatement et jugés. Nous refusons que Vous vous essayiez encore avec eux. MUKASI, MANWANGARI et autres auteurs des opérations "ville morte" pour parler du partage de pouvoir. Pour une paix durable, nous exigeons un tribunal international pour juger ces criminels et ceux connus pour le génocide de 1972 qui continuent à harceler le peuple. Monsieur le Président, je dis trop c'est trop, plus jamais d'impunité.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

VIC-PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Christian SENDEGEYA.-

